



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la DREAL de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 LA ROCHE SUR YON  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr  
Tél : 02.72.74.78.20 (**nouveau numéro**)  
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.23.254  
Réf. Préf. : Dossier n° 96/0154  
N° IOTA : 0006301047

La Roche sur Yon, le 29 Juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST**

Carrière du Peux  
85120 ANTIGNY

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2023 au sein de la carrière du Peux exploitée par la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implantée à Antigny (85120). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection au titre de l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Le Peux Carrière d'Antigny 85120 Antigny
- Code AIOT : 0006301047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière à ciel ouvert du Peux est autorisée pour 30 ans par arrêté préfectoral du 22/12/2005.

Le site est également encadré par plusieurs arrêtés complémentaires (20/08/2012, 16/01/2013, 30/05/2017) concernant des modifications d'exploitation ou de remise en état et un transfert

d'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivis environnementaux,
- conditions d'exploitation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Hauteur des fronts et côte minimale	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 3.2.5	/	Sans objet
9	Localisation des jauges de suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
11	Plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet
12	Poussières (prescriptions générales)	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.1	/	Sans objet
13	Stabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantité extraite	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 1.2	/	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 3.3	/	Sans objet
4	Contrôles semestriels des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.4.2	/	Sans objet
5	Suivi du niveau de la nappe	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.4.3	/	Sans objet
6	Mesure de bruit dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.6	/	Sans objet
7	Vibrations lors des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.7.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Constitution des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 6.2	/	Sans objet
10	Suivi des retombées de poussières (fréquence)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats effectués, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des justificatifs des actions correctives prises ou prévues (avec échéancier).

En particulier, même si les valeurs obtenues dans le cadre du suivi relatif aux retombées de poussières sont inférieures à la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour fixée par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifiant la fréquence du suivi, il est attendu que l'exploitant propose des actions afin de limiter à la source les émissions de poussières constatées au sein de la fosse lors de la visite. De même l'exploitant devra proposer dans le même délai un nouveau plan de surveillance de la nappe, le réseau de suivi mis en place en 2005 n'étant plus adapté.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantité extraite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité extraite
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La production maximale autorisée est de 750 000 tonnes par an. La production moyenne est d'environ 600 000 tonnes par an. [...] L'autorisation est valable pour une durée de 30 ans.
<b>Constats :</b> Les déclarations annuelles sur GEREPA faites par l'exploitant sont conformes à ces valeurs (donnée confidentielle non reprise dans le présent rapport). L'exploitation du site est autorisée jusqu'en 2035. L'exploitant respecte ces prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Un plan à une échelle n'excédant pas les 1/2500ème doit être en permanence disponible sur la carrière. Sur ce plan sont reportées les indications suivantes :

- > les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- > les parois et les fronts de taille ;
- > les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, exprimées en m NGF ;
- > les zones remises en état ;
- > la position des ouvrages visés ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

**Constats :** L'exploitant a présenté un plan d'exploitation daté d'octobre 2022.

Ce plan présente les limites de périmètre et les abords sur 50 m, les parois et fronts de taille. Les altitudes sont reprises pour l'ensemble de la fosse et partiellement sur la plate-forme. Les côtes des stockages ne sont pas systématiquement renseignées.

Il n'y a pas de zone remise en état.

**Observations :**

Le plan 2023 devra être corrigé en y ajoutant les hauteurs de stockages.

Il serait pertinent d'ajouter au plan les éléments conditionnant l'exploitation comme :

- le périmètre autorisé de la fosse (art.3.3 – Sécurité du public – distance d'éloignements de l'AP de 2005),
- la zone hachurée identifiée à l'article 3.2.5. de l'AP de 2005,
- la localisation des piézomètres de suivi (art. 4.4.3 de l'AP de 2005).

Des prescriptions complémentaires pourraient être proposées en ce sens.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : Hauteur des fronts et côte minimale - Stabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, conditions d'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'extraction s'effectue à l'aide de pelles et engins mécaniques avec emploi d'explosifs pour l'abattage des fronts, par gradins de 15 mètres de hauteur maximale. Un plan de tir doit être défini.

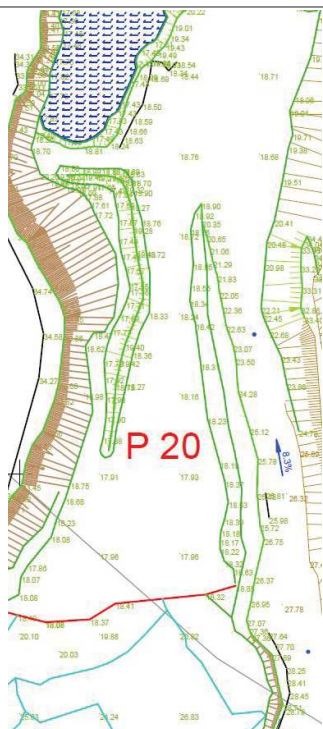
[...]

La côte minimale d'extraction est limitée à +20 m NGF.

**Constats :**

Sur le plan d'octobre 2022, la côte minimale est de +17,93 m NGF (cf extrait 1 et photo 1 ci-dessous). L'exploitant indique qu'il s'agit de la côte du futur bassin de pompage des eaux (plus profond que la côte minimale d'extraction). Le bassin temporaire est abandonné.

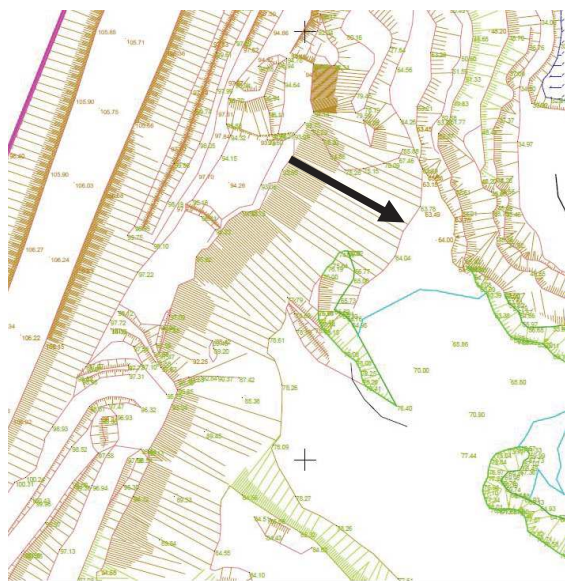
Sur le plan, plusieurs zones présentent des fronts supérieurs à 15 m (cf extraits n°2 à 4 du plan d'exploitation et les photographies correspondantes). Plusieurs non-conformités sont ainsi identifiées.



Extrait 1 du plan d'exploitation (10/2022)



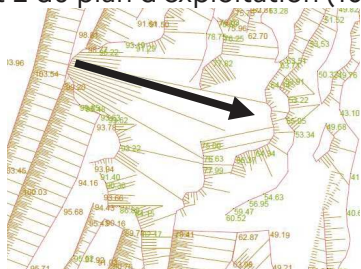
Photo 1 : point observé lors de la visite



Extrait 2 du plan d'exploitation (10/2022)



Photo 2 : point observé lors de la visite



Extrait 4 du plan d'exploitation (10/2022)



Photo 4 : point observé sur site

#### Observations :

L'exploitant s'appuiera notamment sur l'article 11.6 de l'Arrêté Ministériel du 22/09/1994 prescrivant

le respect des hauteurs de 15 m dès lors que les pentes sont supérieures à 45°. L'exploitant devra indiquer les actions qu'il compte mettre en place pour un retour à la hauteur de 15 m de ces fronts, au moyen d'une étude géologique sur la stabilité (cf point de contrôle n°13).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Contrôles semestriels des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les eaux d'exhaure et de pluie provenant des différents carreaux de la carrière, aires de ruissellement et fossés internes, sont drainées vers une série de bassins aménagés dans le fond de l'exploitation. Les eaux décantées doivent servir d'appoint pour le lavage des matériaux, le lavage des engins ou les besoins d'arrosage spécifiques.</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-&gt; le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>-&gt; la température est inférieure à 30 °C ;</li> <li>-&gt; les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;</li> <li>-&gt; La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);</li> <li>-&gt; les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle semestriel de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est effectué par l'exploitant avec envoi d'un prélèvement pour analyse à un laboratoire agréé. Les paramètres pH, MEST, hydrocarbures totaux sont analysés.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les analyses semestrielles de 2021 et 2022 sur ses rejets aqueux. Les résultats sont conformes aux valeurs prescrites dans l'arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Suivi du niveau de la nappe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi du niveau de la nappe
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Un suivi piézométrique mensuel est mis en place sur les trois piézomètres de la carrière (mesures réalisées sur les trois ouvrages à la même date et fournies en NGF, après nivellement des ouvrages).</p>

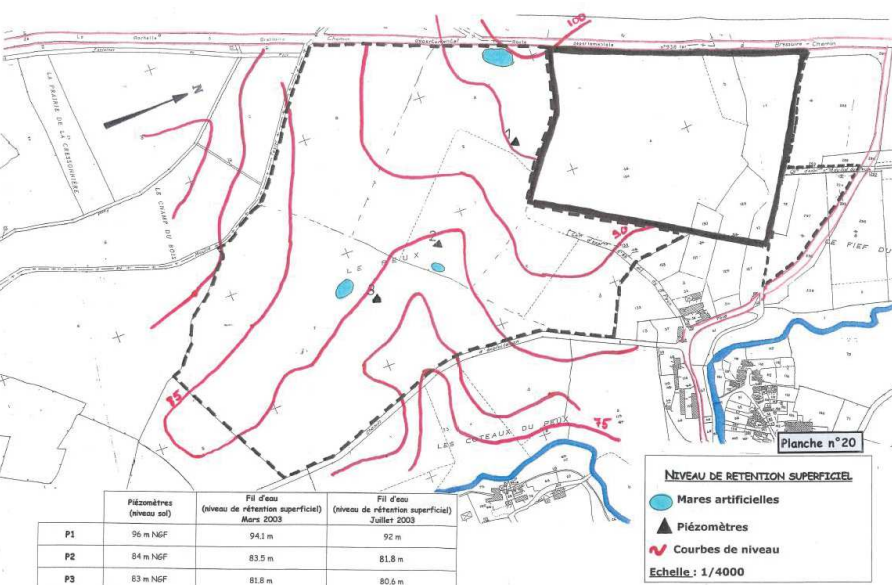
Les valeurs relevées sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ce suivi du niveau piézométrique. Les piézomètres sont inconnus de l'exploitant.

L'étude du dossier de demande d'autorisation de 2005 indique la mise en place de 3 piézomètres dans le cadre des investigations sur l'extension selon le plan ci-contre.

Le suivi piézométrique mensuel de la nappe a été prescrit dans l'arrêté suite à l'avis du 15/02/2005 du Conseil général de la Vendée.



Plan 1 : Localisation des piézomètres – DDAE 2005 – planche 20

L'exploitant ne respecte pas cette prescription. Cependant au vu de l'avancée de la fosse vers le Sud, seul un piézomètre (le n°3) doit être encore en place, et la prescription qui impose un suivi sur ces 3 piézomètres n'est donc plus adaptée.

#### Observations :

La prescription qui imposait une surveillance de la nappe sur la base de 3 piézomètres qui ne sont désormais plus représentatifs de l'impact potentiel de la carrière sur la nappe (disparition des piézomètres au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction) doit être revue. L'exploitant transmettra sous 2 mois un nouveau plan de surveillance des eaux souterraines, basé sur 3 piézomètres représentatifs de l'impact potentiel de son activité (un amont et 2 en aval) afin que l'inspection puisse mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Mesure de bruit dans l'environnement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure de bruit dans l'environnement

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'établissement notamment pour la mesure des émissions sonores et les valeurs limites.

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine des bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les dispositions du présent article sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités

exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris les bruits émis par les engins et véhicules visés au présent article.

En particulier, les niveaux admissibles sont déterminés de manière à assurer, dans les zones à émergence réglementée, le respect des valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-joint qui fixe les points de contrôles et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles en limite de propriété de l'établissement.

	NIVEAUX ADMISSIBLES DE BRUIT EN dB(A)	
	de 7h à 22h	de 22h à 7h
Toute limite de propriété	70	60

Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les trois ans en limite de propriété afin de vérifier le respect des valeurs ci-dessus.

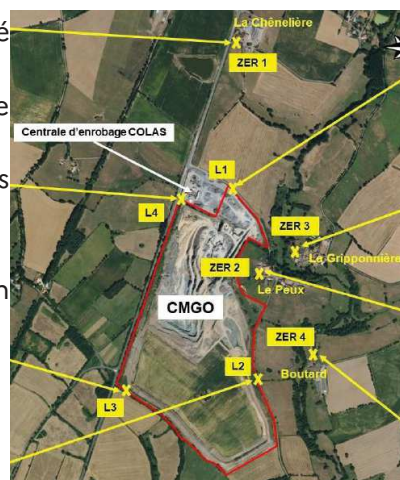
#### Constats :

Le dernier relevé de bruit dans l'environnement a été réalisé en juin 2022. Le réseau de mesure est présenté ci-contre.

Aux points L, les niveaux de bruits mesurés varient entre 45,5 et 59 dB(A).

En ZER (zone à émergences réglementées), les émergences varient de 2,5 à 1 dB(A).

L'exploitant respecte les valeurs limites fixées dans son arrêté.



Plan 2 : localisation des points de mesure de bruit – juin 2022

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Vibrations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, vibrations

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est courbe continue définie par les points

caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations. L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement pendant toute la durée du tir et au moins 5 secondes après la dernière explosion de la vitesse particulaire de 1 mm/s à 50 mm/s dans une gamme de fréquences s'étendant de 2 à 100 hertz ainsi que la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa.

#### Constats :

Les valeurs des années 2020 à 2023 ont été observées par l'inspection. Les points de mesures sont localisés chez deux particuliers à l'Est.

Année des relevés étudiés	Vitesse pondérée maximum mesurée en mm/s <small>(pression acoustique du tir en dB(L))</small>	Pression acoustique maximum mesurée en dB(L) <small>(vitesse pondérée du tir en mm/s)</small>
2020	1,9 <sub>(&lt;94)</sub> - tir du 27/11	122 <sub>(1,06)</sub> - tir du 28/01
2021	1,6 <sub>(non mesurée)</sub> - tir du 05/02	120 <sub>(0,42)</sub> - tir du 21/01
2022	2,7 <sub>(&lt;94)</sub> - tir du 15/04	154 <sub>(0,5)</sub> - tir du 19/09
2023 (jusqu'au 25/04)	4,3 (0) - tir du 24/01	<94 <sub>(0,4 à 1,4)</sub> - plusieurs tirs

Tableau 1 – Valeurs maximales relevées lors des tirs de 2020-2023

La valeur pondérée maximum prescrite dans l'arrêté de 10 mm/s est respectée.

Il est néanmoins observé des valeurs pondérées maximum plus élevées en 2022 et 2023.

#### Observations :

Les prescriptions de l'AP2005 ne fixent pas de valeur réglementaire pour le niveau de pression acoustique néanmoins l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'intérêt de la limiter à 125 dB(L) en matière de gêne du voisinage. **Il convient d'étudier le rapport du tir du 21/09/2022 (tir commun aux fronts 2 et 5) afin d'expliquer la pression acoustique mesurée à 154 dB(L) et d'en tirer un retour d'expérience.**

- Une pression acoustique limitée à 125 dB(L) pourra être prescrite lors d'un prochain arrêté complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

### N° 8 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au préfet le document établissant la constitution des garanties financières pour la première période quinquennale ci-dessus définie avec le dossier de déclaration de début d'exploitation requis à l'article 3.1.5. du présent arrêté.

Par la suite, l'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance.

**Constats :**

L'acte de cautionnement est valable jusqu'au 21/12/2025.

L'exploitant respecte cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 9 : Localisation des jauges de suivi des retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

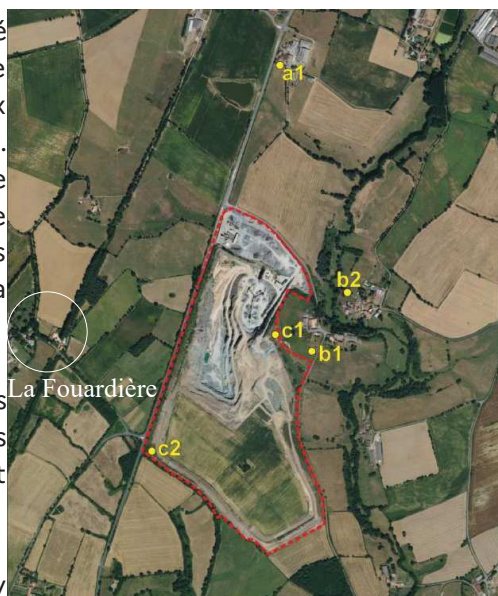
Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

**Constats :**

Le plan de surveillance (PS) d'octobre 2017 est composé de 1 jauge de type a (au Nord du site), deux jauges de type b (à l'Est du site – chez des particuliers) et deux jauges de type c (en limite de site Nord-Est et Sud-Ouest). Les vents dominants identifiés dans le plan de surveillance (cf extrait ci-contre) sont principalement de provenance Sud-Ouest et Nord-Est. Les vents relevés lors des campagnes de retombées de poussières de 2019 à 2022 confirment ces directions.

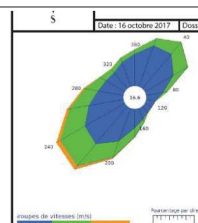
A l'étude du PS, la présence d'une école (1 050 m sous les vents Sud-Ouest) et d'une résidence pour personnes âgées (1 020 m sous les vents de Sud-sud-Ouest) est également mentionnée.

Les jauges de type b se situent exclusivement à l'Est, il n'y a pas de jauge à l'Ouest sous les vents dominants provenant du Nord-Est, ni de jauge au droit d'un établissement recevant des personnes sensibles.



Plan 1 : Localisations des jauges – plan de surveillance des poussières

Une non-conformité est relevée sur la localisation des jauges.



Extrait PS 2017 : Rose des vents

**Observations :**

- L'exploitant doit proposer un nouveau réseau de mesure au vu des sources de poussières, des vents dominants et les enjeux situés dans les 1 500 m autour des limites de site (cf également point de contrôle n°11). L'exploitant transmettra son plan de surveillance actualisé à l'inspection sous 2 mois.

- Au vu de la modification importante à venir du plan et des enjeux identifiés dans le PS (consulté post-visite), l'inspection demande à l'exploitant de repartir sur une série de 8 mesures trimestrielles. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 de l'AM du 22/09/1994, la fréquence trimestrielle redeviendra semestrielle.

- le dernier plan présenté dans le PS aurait gagné en clarté à localiser les deux établissements recevant des personnes sensibles.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 10 : Suivi des retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des retombées de poussières

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ .

L'objectif à atteindre est de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

**Constats :**

Les relevés transmis de la période 2020 – 2023 (1<sup>er</sup> semestre) présentent des valeurs inférieures à  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ .

**Observations :**

A la lumière du point de contrôle n°9, le PS devra être modifié et la fréquence des campagnes de mesure également.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 11 : Plan de surveillance des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des retombées de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.  Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. [...]
<b>Constats :</b> Un plan de surveillance a été établi en 2017. Ce plan décrit sous forme d'un tableau les sources de poussières en les regroupant par grandes zones sans identifier plus finement les différentes sources de poussières et leur importance respective. Pour chaque zone d'émission, sa sensibilité est appréciée au vu des vents dominants, de l'occupation des sols sur 300 m et 1 500 m, et des conditions topographiques des enjeux identifiés. Le choix de la localisation des stations de mesure n'est que peu discuté (colonne « sensibilité » dans le tableau identifiant les enjeux dans un périmètre de 300 m). La présence des lieux accueillants des personnes sensibles n'est pas reprise dans le tableau identifiant les enjeux dans un rayon de 1 500 m.
<b>Observations :</b> - Le plan de surveillance gagnerait en clarté à identifier plus finement les différentes sources d'émissions (tableau des pages 5 à 8 à la lumière du plan de la page 4) (cf point de contrôle n°12). - Le choix de la localisation des jauges doit être mieux explicité (cf point de contrôle n°9). - L'exploitant transmettra son plan de surveillance actualisé à l'inspection <b>sous 2 mois</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.  L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il y a été constaté des envols de poussières au sein de la fosse notamment au droit des installations de traitement (non bardées). Compte tenu de ces envols, et même si les retombées de poussières mesurées sont inférieures à 500 mg/m <sup>2</sup> /jour (moyenne annuelle glissante), des actions en faveur de la limitation à la source des

émissions sont nécessaires.
<b>Observations :</b> L'exploitant proposera des travaux accompagnés d'un échéancier. Les actions devront viser les sources de poussières identifiées au sein du plan de surveillance, et notamment sur les plus émissives. En cas d'inaction, des prescriptions complémentaires imposant des travaux spécifiques pourraient être proposées au préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 13 : Stabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stabilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.  Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.  A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Certaines zones de la fosse observées lors de la visite sont de nature à présenter des instabilités (cf point de contrôle n°3).  Hors fosse d'excavation, une instabilité est présente en limite de site à l'Est à proximité des bassins de décantation.
<b>Observations :</b> Le passage d'un géologue sur l'ensemble de la carrière est demandé sous 2 mois. En plus de la sécurité des travailleurs, hors compétence DREAL, <b>la stabilité des terrains environnant (route, terrain agricole) doit également être assurée.</b> Ce passage régulier par une personne reconnue pour ses compétences géologiques pourra être imposé dans un prochain arrêté complémentaire.  La <b>zone instable à proximité des bassins</b> doit également faire l'objet d'une action corrective afin d'assurer la protection des intérêts présents hors site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet